



F.S.U. Déclaration de la FSU au CDEN du 24 juin

Le Premier ministre a récemment confirmé la politique d'austérité salariale pour les agents publics en affirmant sa volonté de maintenir le gel du point d'indice jusqu'en 2017. C'est inacceptable et la FSU demande l'ouverture sans délai de négociations salariales, notamment sur la valeur du point d'indice. L'allègement des cotisations retraites en direction des plus bas salaires ne constitue pas une réponse à la hauteur de la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires depuis dix ans.

Ceci s'inscrit dans une période post électorale dont le gouvernement n'a visiblement pas tiré les enseignements attendus ; les désillusions au lendemain de l'élection du Président Hollande font place à une amertume qui fait toujours le lit de l'extrême droite en période de crise. C'est la raison pour laquelle nous ne cessons de rappeler le rôle essentiel des services publics pour lutter contre les inégalités.

Il est tout aussi essentiel de donner aux fonctionnaires de l'Education Nationale les moyens d'exercer leur métier dans de bonnes conditions, avec des formations de qualité et de garantir leur statut : le recrutement de contractuels jetables n'est pas la solution au problème de pénurie du personnel enseignant. Ce pansement sur une jambe de bois ne mettra pas, devant les élèves, des professeur(e)s armé(e)s pour dispenser un enseignement de qualité ; nous avons de plus en plus d'appels téléphoniques de collègues qui nous demandent comment se réorienter professionnellement. C'est dire combien les conditions d'exercice se dégradent toujours un peu plus en dépit de la priorité présidentielle donnée à l' Ecole ; les conceptions managériales dans les collèges et les lycées ne sont pas étrangères à ce mal-être des collègues.

Pour le premier degré, et ceci fait l'objet de l'une des questions diverses de la FSU- les effectifs qui explosent dans certaines écoles n'installent pas les conditions d'une pédagogie efficace et individualisée. La FSU ne peut pas se satisfaire de classes de 29 élèves pour 3 niveaux en RRS à Moulins Engilbert, de 28 élèves de moyenne à la maternelle d'Albert Camus à Nevers où l'on sait que des parents vont arriver à l'école avec leurs enfants le 2 septembre sans crier gare. On ne peut se satisfaire non plus du fait que des TPS ne puissent avoir accès à l'école en raison d'une fermeture de classe, comme dans le RPI de La Marche-Champvoux. Enfin, l'inquiétude est grande par rapport au personnel en CUI accompagnant les élèves en situation de handicap à la rentrée mais peut-être aurons-nous une réponse précise lors de ce CDEN.

La mise en place des rythmes scolaires a demandé beaucoup d'énergie et a pris beaucoup de place dans les débats ; nous attendons à présent un recentrage sur les conditions d'enseignement et la formation pour une amélioration significative de notre système éducatif.